

**DÉCISION N° 2026-137 DU 2 JUILLET 2026
PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITATION EN RÉSEAU PHYSIQUE DE
DISTRIBUTION ET EN LIGNE D'UNE VERSION MODIFIÉE DU JEU DE
LOTÉRIE SOUS DROITS EXCLUSIFS ADDITIONNEL DÉNOMMÉ
« MY MILLION »**

Le collège de l'Autorité nationale des jeux,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment le Titre II de son Livre III ;

Vu la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 modifiée relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne, notamment les V de son article 34 ;

Vu le décret n° 2019-1060 du 17 octobre 2019 relatif aux modalités d'application du contrôle étroit de l'Etat sur la société La Française des jeux, notamment son annexe I ;

Vu le décret n° 2019-1061 du 17 octobre 2019 modifié relatif à l'encadrement de l'offre de jeux de LA FRANÇAISE DES JEUX et du PARI MUTUEL URBAIN ;

Vu le décret n° 2020-199 du 4 mars 2020 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Autorité nationale des jeux, notamment ses articles 4 et 31 ;

Vu le décret n° 2026-540 du 25 juin 2026 modifiant l'article D. 322-10 du code de la sécurité intérieure ;

Vu la décision n° 2020-024 du collège de l'Autorité nationale des jeux du 8 septembre 2020 modifiée relative aux dossiers de demande d'autorisation de jeux des opérateurs titulaires de droits exclusifs, notamment son annexe I ;

Vu la décision n° 2025-138 du collège de l'Autorité nationale des jeux du 24 juillet 2025 portant autorisation d'exploitation en réseau physique de distribution et en ligne du jeu de loterie sous droits exclusifs additionnel dénommé « My Million » ;

Vu la décision n° 2026-135 du collège de l'Autorité nationale des jeux du 2 juillet 2026 portant approbation du programme annuel des jeux et paris de la société LA FRANÇAISE DES JEUX pour l'année 2027 ;

Vu la décision n° 2026-136 du collège de l'Autorité nationale des jeux du 2 juillet 2026 portant autorisation d'exploitation en réseau physique de distribution et en ligne d'une version modifiée du jeu de loterie sous droits exclusifs additionnel dénommé « Euromillions » ;

Vu la demande d'autorisation déposée le 4 mai 2026 par la société LA FRANÇAISE DES JEUX en vue de l'exploitation en réseau physique de distribution et en ligne d'une nouvelle version du jeu de loterie sous droits exclusifs additionnel dénommé « My Million », et enregistrée sous le numéro LFDJ-AU-2026-336-MyMillion-PDV-Ligne ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Après avoir entendu le commissaire du Gouvernement, en ses observations, et en avoir délibéré le 2 juillet 2026,

Considérant ce qui suit :

1. Le 4 mai 2026, la société LA FRANÇAISE DES JEUX a déposé une demande d'autorisation portant sur diverses évolutions qu'elle souhaite apporter, à compter du [...], à l'exploitation, en réseau physique de distribution et en ligne, de son jeu de loterie sous droits exclusifs additionnel, dénommé « *My Million* », autorisé en dernier lieu par l'Autorité dans sa décision du 24 juillet 2025 susvisée. Ce jeu relève de la catégorie des jeux de tirage et, au sein de celle-ci, de la gamme des jeux de tirage additionnels que la société LA FRANÇAISE DES JEUX est autorisée à proposer en vertu de ses droits exclusifs, en application du 3° de l'article L. 322-9-1 du code de la sécurité intérieure. Les évolutions envisagées portent sur l'augmentation du montant de la mise unitaire du jeu, qui passe de [...] à [...] euro ainsi que sur la part des mises affectées aux gagnants, qui passerait de [...] % à [...] %.

2. Aux termes du V de l'article 34 de la loi du 12 mai 2010 susvisée : « *L'exploitation de jeux sous droits exclusifs est soumise à une autorisation préalable de l'Autorité nationale des jeux. (...) / Elle s'assure [que les demandes d'autorisation déposées dans ce cadre] respectent les objectifs mentionnés à l'article L. 320-3 du code de la sécurité intérieure et sont conformes au cadre législatif et réglementaire applicable ainsi qu'au programme des jeux et paris de l'année concernée tel qu'approuvé par elle, notamment s'agissant du taux de retour aux joueurs (...). L'Autorité peut à tout moment suspendre ou retirer, par décision motivée et à l'issue d'une procédure contradictoire, l'autorisation d'un jeu si les conditions dans lesquelles son exploitation a été autorisée ne sont plus réunies. Les décisions prises par l'Autorité dans le cadre du présent V sont notifiées à l'opérateur et au ministre chargé du budget. Elles précisent, le cas échéant, les conditions sous réserve desquelles l'exploitation d'un jeu ou d'un ensemble de jeux est autorisée.* » Il incombe ainsi à l'Autorité, eu égard au contrôle étroit auquel est soumis un opérateur titulaire de droits exclusifs, de vérifier, dans le cadre du pouvoir d'autorisation qu'elle tient des dispositions précitées, que la demande présentée par cet opérateur en vue de l'exploitation d'un nouveau jeu, d'un ensemble de jeux ou encore du renouvellement d'un jeu précédemment autorisé, permet la réalisation simultanée des objectifs poursuivis par l'Etat en matière de jeux d'argent et de hasard énoncés aux articles L. 320-3 et L. 320-4 du code de la sécurité intérieure.

3. Il ressort de l'instruction que le jeu additionnel « *My Million* » est conforme au programme des jeux et paris de la société LA FRANÇAISE DES JEUX pour l'année 2027 tel qu'approuvé par l'Autorité et qu'il ne porte pas atteinte aux objectifs mentionnés à l'article L. 320-3 du code de la sécurité intérieure. Par ailleurs, le jeu respecte les dispositions de l'article D. 322-10 du code de la sécurité intérieure, dans sa rédaction issue du décret du 25 juin 2026 susvisé, en ce qui concerne la part des sommes mises affectées aux gains pour la gamme des jeux de tirage additionnels.

4. Par ailleurs, aux termes du 3° de l'article L. 322-9-1 du code de la sécurité intérieure, les jeux relevant de la gamme des jeux de tirage additionnels ne peuvent être proposés « *qu'en complément d'un autre ou de plusieurs autres jeux, de manière facultative ou non* ». Il suit de là que, pour s'assurer que l'association du jeu principal et des jeux additionnels auxquels il se rattache respecte les objectifs mentionnés à l'article L. 320-3 du code de la sécurité intérieure, l'Autorité doit examiner l'ensemble formé par ces jeux dans le cadre de la demande d'autorisation du jeu principal et autoriser expressément à cette occasion le recours à ces jeux additionnels.

5. Il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu pour l'Autorité d'autoriser l'exploitation, en réseau physique de distribution et en ligne, à compter du [...], de la version modifiée du jeu de loterie sous droits exclusifs additionnel dénommé « *My Million* » tel que décrit dans le dossier de demande susvisé enregistré sous le numéro LFDJ-AU-2026-336-MyMillion-PDV-Ligne, sous

réserve de la condition prescrite à l'article 2.

DÉCIDE :

Article 1^{er} : La société LA FRANÇAISE DES JEUX est autorisée à exploiter, en réseau physique de distribution et en ligne, à compter du [...], la version modifiée du jeu de loterie sous droits exclusifs dénommé « *My Million* » tel que décrit dans le dossier de demande susvisé enregistré sous le numéro LFDJ-AU-2026-336-MyMillion-PDV-Ligne, sous réserve de la condition prescrite à l'article 2.

Article 2 : La version modifiée du jeu de tirage additionnel dénommé « *My Million* » ne pourra être proposé qu'en complément d'un jeu de loterie sous droits exclusifs dont la décision d'autorisation ou de non-opposition aura expressément prévu le recours.

Article 3 : La directrice générale de l'Autorité nationale des jeux est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société LA FRANÇAISE DES JEUX et au ministre chargé des comptes publics et publiée sur le site Internet de l'Autorité.

Fait à Issy-les-Moulineaux, le 2 juillet 2026.

Le Président de l'Autorité nationale des jeux

Pascal CHÈVREMONT

Décision publiée sur le site de l'ANJ le 8 juillet 2026